

<https://ugtg.org/spip.php?article1319>



# Lettres ouvertes du LKP à messieurs Jean FABRE, Victorin LUREL & Jacques GILLOT réclamant la réunion de la Commission de suivi



Date de mise en ligne : samedi 30 octobre 2010

- Dossier spécial LKP - Expressions -

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

# I/ LETTRE OUVERTE à M. Jean FABRE, Préfet de Guadeloupe

**Objet : Réunion de la commission de suivi**

Monsieur,

Après la fabuleuse démonstration de fierté, d'appartenance et d'audace du 26 Octobre 2010, la position qui consiste à nier l'existence du LKP et à « oublier » les engagements pris ne saurait masquer la réalité.

En effet, les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe se reconnaissent dans le LKP, cet « outil », cet esprit nouveau solidaire et unitaire pour lutter contre la pwofitasyon.

Oui, les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe exigent le respect des signatures.

Vous le savez bien et ne pouvez l'ignorer, nombre de chantiers ne sont pas réglés ou ont été galvaudés, modifiés par l'Etat et les Collectivités.

Nous le savons, ordre vous a été donné de réprimer les Guadeloupéens, de ne pas recevoir le LKP, de ne pas rencontrer le LKP, car cela reviendrait à en reconnaître la légitimité.

Mais voilà, la réalité est là et bien là. Le LKP est reconnu et soutenu par les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe et au-delà ; et personne ne saurait en douter ni l'ignorer, surtout s'il se réclame de la démocratie et de la défense des valeurs républicaines françaises.

A ce jour, toutes nos demandes de réunion de la commission de suivi sont demeurées sans réponse de votre part.

Aussi, **pour la sixième fois en 8 mois**, nous vous demandons de réunir la commission de suivi des accords du 04 mars 2009 conformément à l'article 165 dudit protocole.

**Nous vous rappelons que l'article 165 du protocole du 04 mars 2009 prévoit la poursuite des négociations sur les autres thèmes à examiner et la constitution d'une commission de suivi dudit accord composée de 12 membres : 4 pour le LKP, 4 pour l'Etat et 4 pour les Collectivités.**

**Pour le Collectif LIYANNAJ KONT PWOFITASYON**

**Elie DOMOTA**

Pointe-à-Pitre, le 27 Octobre 2010

**Suite : Lettre ouverte à M. Victorin LUREL, président du Conseil Régional**

---

## III/ LETTRE OUVERTE à M. Victorin LUREL, Président du du Conseil Régional

**Objet : Réunion de la commission de suivi**

Monsieur,

Après la fabuleuse démonstration de fierté, d'appartenance et d'audace du 26 Octobre 2010, la position qui consiste à nier l'existence du LKP et à « oublier » les engagements pris ne saurait masquer la réalité.

En effet, les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe se reconnaissent dans le LKP, cet « outil », cet esprit nouveau solidaire et unitaire pour lutter contre la pwofitasyon.

Oui, les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe exigent le respect des signatures.

Vous le savez bien et ne pouvez l'ignorer, nombre de chantiers ne sont pas réglés ou ont été galvaudés, modifiés par l'Etat et les Collectivités.

Nous le savons, ordre a été donné de ne pas recevoir le LKP, de ne pas rencontrer le LKP, car cela reviendrait à en reconnaître la légitimité.

Mais voilà, la réalité est là et bien là. Le LKP est reconnu et soutenu par les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe et au-delà ; et personne ne saurait en douter ni l'ignorer, surtout s'il se réclame de la démocratie et de la défense des valeurs républicaines françaises.

A ce jour, toutes nos demandes de réunion de la commission de suivi sont demeurées sans réponse de votre part.

Aussi, **pour la sixième fois en 8 mois**, nous vous demandons de réunir la commission de suivi des accords du 04 mars 2009 conformément à l'article 165 dudit protocole.

**Nous vous rappelons que l'article 165 du protocole du 04 mars 2009 prévoit la poursuite des négociations sur les autres thèmes à examiner et la constitution d'une commission de suivi dudit accord composée de 12 membres : 4 pour le LKP, 4 pour l'Etat et 4 pour les Collectivités.**

**Pour le Collectif LIYANNAJ KONT PWOFITASYON**

**Elie DOMOTA**

Pointe-à-Pitre, le 27 Octobre 2010

**Suite : LETTRE OUVERTE à M. Jacques GILLOT, Président du Conseil Général**

## III/ LETTRE OUVERTE à M. Jacques GILLOT,

# Président du Conseil Général

**Objet : Réunion de la commission de suivi**

Monsieur,

Après la fabuleuse démonstration de fierté, d'appartenance et d'audace du 26 Octobre 2010, la position qui consiste à nier l'existence du LKP et à « oublier » les engagements pris ne saurait masquer la réalité.

En effet, les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe se reconnaissent dans le LKP, cet « outil », cet esprit nouveau solidaire et unitaire pour lutter contre la pwofitasyon.

Oui, les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe exigent le respect des signatures.

Vous le savez bien et ne pouvez l'ignorer, nombre de chantiers ne sont pas réglés ou ont été galvaudés, modifiés par l'Etat et les Collectivités.

Nous le savons, ordre a été donné de ne pas recevoir le LKP, de ne pas rencontrer le LKP, car cela reviendrait à en reconnaître la légitimité.

Mais voilà, la réalité est là et bien là. Le LKP est reconnu et soutenu par les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe et au-delà ; et personne ne saurait en douter ni l'ignorer, surtout s'il se réclame de la démocratie et de la défense des valeurs républicaines françaises.

Aussi, **pour la troisième fois en 8 mois**, nous vous demandons de réunir la commission de suivi des accords du 04 mars 2009 conformément à l'article 165 dudit protocole.

**Nous vous rappelons que l'article 165 du protocole du 04 mars 2009 prévoit la poursuite des négociations sur les autres thèmes à examiner et la constitution d'une commission de suivi dudit accord composée de 12 membres : 4 pour le LKP, 4 pour l'Etat et 4 pour les Collectivités.**

**Pour le Collectif LIYANNAJ KONT PWOFITASYON**

**Elie DOMOTA**

Pointe-à-Pitre, le 27 Octobre 2010